

L'Humain d'abord



**Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 20 mai au 2 juin 2013 – n°124**

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

François Hollande lance l'an II du renoncement

Que retenir d'une conférence de presse présidentielle qui était annoncée comme un grand moment de « pédagogie » et d'explication face à une opinion publique pour le moins désespérée, voire déprimée par cette première année du quinquennat de François Hollande? Pour des millions de Français, notamment dans les couches populaires qui avaient été sensibles au slogan « le changement, c'est maintenant », le sentiment amer d'avoir été trompés n'a malheureusement pas été dissipé par les réponses du chef de l'État à des journalistes soigneusement triés par le service de presse de l'Élysée. Alors que l'austérité produit en France les mêmes effets calamiteux que dans les autres pays de l'Union européenne, alors que le chômage étend ses ravages dans une société qui compte une dizaine de millions de pauvres, nous n'avons rien appris que nous ne redoutions déjà: le dossier de l'allongement de l'âge de départ à la retraite, amorcé sous Sarkozy, va être remis en chantier avant la fin du printemps. En d'autres termes, l'été risque d'être meurtrier.

C'est peu dire que le peuple de gauche avait rêvé un autre avenir en chassant du pouvoir la bande du Fouquet's. Sans doute avait-il accordé quelque crédit à la déclaration du candidat Hollande fustigeant en pleine campagne son « véritable adversaire, qui n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, (...) le monde de la finance ». Particulièrement significative, cette phrase prononcée hier à l'Élysée, allusion aux quatre millions d'électeurs du Front de gauche qui au second tour, le 6 mai 2012, apportèrent un soutien décisif à l'actuel président: « La gauche de la gauche ne fait pas partie de la majorité. » Il était d'ailleurs tout aussi significatif que le même jour à l'Assemblée nationale le gouvernement organise l'enterrement de la proposition de loi d'amnistie sociale.

Il n'était pas dû au hasard que François Hollande ait ouvert sa conférence de presse en évoquant sa rencontre de la veille avec la Commission européenne. Le chef de l'État avait présenté à Bruxelles sa politique censée renforcer la compétitivité des entreprises et la réforme du marché du travail, marquée du sceau de la flexisécurité. Il a préconisé une sorte de fuite en avant fédéraliste européenne et est même allé jusqu'à affirmer que l'Europe avait sauvé la Grèce... S'agissant de la France, les deux ans de répit accordés par les commissaires pour attendre les 3% de déficit public seront utilisés pour mener les réformes de structure, l'allongement de l'âge de départ à la retraite, notamment. Ce droit à la retraite que le président de la République considère comme un fardeau.

Offensive, référence à l'an II, le chef de l'État n'a pas eu de mots assez forts pour peindre en rose une politique de renoncement qui, mutatis mutandis, s'inscrit dans une certaine continuité avec la précédente. Le pouvoir d'achat, qui a reculé cette année, l'emploi détruit au rythme des plans de restructuration sont laissés à la discrétion des directions d'entreprise aux pouvoirs renforcés. Droits des salariés, législation contre les licenciements boursiers, le renforcement du droit du travail ne figurait pas à l'ordre du jour du discours présidentiel. Quant à la gauche, elle semblait avoir déserté l'Élysée hier soir. Puisse l'an II de la mobilisation populaire bouleverser la donne.

Par Jean-Paul Piérot.

SOMMAIRE

P1 Edito – Sommaire – sortie de nouvelles affiches début mai

P2 Agenda

P3 Récession, droit de vote des étrangers, mariage pour tous, Violences foot – A lire

P4 5 de Roanne, retraites et Medef, chantiers à contrôler – L'Huma Dimanche de 16/5

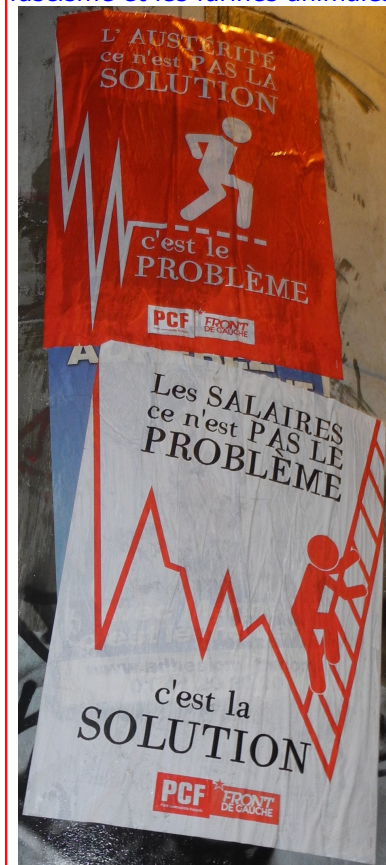
P5 Grèce, Venezuela, Marseille et Tours

P6 rapport Les cure, enseignement supérieur, PC d'Israël et publicité

P7 droit au travail des jeunes, racisme et média ; à voir sur l'internet + pétition

P8-9 Réunion publique du 17 mai de la cellule PCF de Cran

P10 souscrivez à l'Huma, renvoyez à Cuba, enterrement, combattre les résidus du fascisme et les farines animales



Agenda

Réunions de soutien aux Roms les lundis 17H30

Réunions des Indignés

Le mardi 19h30 pique-nique ensemble sur le quai de Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce quai illégalement privatisé par quelques-uns

le samedi de 14H30 à 17H30 table des Amis de la Terre pour faire signer les pétitions contre le centre des Congrès d'Accoyer

Mercredi 22 mai 20h Alterlocal Projection de "République de la malbouffe"

Jeudi 23 mai 18h30 Soirée spéciale à La Turbine "La santé n'a pas de prix. Jusqu'à quand ?" dans le cadre du Festival de l'économie

Vendredi 24 mai 20h auditorium du collège de Margencel : NOIR COTON présenté par l'association SURVIE et les Bobines du Léman

les 24 et 25 mai 70ème anniversaire du CNR à la Roche sur Foron

Programme

Vendredi 24 mai à 18 heures Mairie de la Roche/Foron

Remise des Prix aux Lauréats du Concours National de la Résistance et de la Déportation (Établissements du secteur : La Roche, Bonneville, Reignier)

A 20 h 30 Salle des mariages à la mairie de la roche Présentation de travaux réalisés par les élèves du collège des Allobroges Film et débat autour de la Résistance

Samedi 25 mai de 15 heures à 17 h 30 Salle des Sociétés (M.J.C. de La Roche)

Conférence de Monsieur Serge Wolikow Professeur émérite à l'Université de Bourgogne Actualité de l'histoire de la Résistance

samedi 25 mai 11H assemblée générale ATTAC74, salle des papeteries Cran-Gevrier. L'après midi du samedi de 14h à 18h et le dimanche de 9h à 16h stage de théâtre. Samedi soir repas et soirée à Evires. Nous prendrons les repas ensemble, généralement des "repas tirés du sac".

Le coût prévu est d'environ 30€ pour le week-end. Infos et inscriptions : attac74@attac.org

19h Grande fête d'Accueillir l'Étranger 39 avenue d'Albigny Salle sainte Bernadette Annecy Le Vieux Bus n°2. Chacun apporte un plat salé ou sucré pour 4 personnes de préférence de son pays + une boisson.

Mardi 28 mai Conseil départemental PCF74

20h30 Agora Bonneville Ciné'UP: Carnage

dès 19h30 chez Lulu Repaire à Cervens

Mercredi 29 mai 20H salle Pierre Lamy Annecy soirée-débat pour le droit de vote et d'éligibilité des étrangers

Jeudi 30 mai à 20h30 à l'Agora Bonneville : Conférence : « Comprendre notre nouveau territoire : Le Grand Genève » avec Louis Caul-Futy et Dominique Jacomino

Vendredi 31 mai 21° Nuit de la Colère Festival du Film social

Samedi 1^{er} juin - à partir de 12h - Pâquier - Annecy Le jour où nos voisins européens, espagnols, portugais, italiens, grecs, ... manifesteront contre l'austérité, retrouvons-nous pour un pique-nique citoyen Contre la finance et l'austérité, pour la 6ème République, à l'appel de plusieurs organisations dont le PCF

LE DROIT DE VOTE ET D'ELIGIBILITE POUR TOUS LES ETRANGERS AUX ELECTIONS MUNICIPALES.

POUR FAVORISER :

- Une République ouverte et fraternelle ;
- Une démocratie plus juste ;
- Une égalité de traitement entre tous les étrangers ;
- Une citoyenneté locale pleine et entière ;
- Une intégration à la vie locale comme moyen de lutter contre les discriminations et les inégalités ;
- Le dialogue et le vivre ensemble.



Collectif local « Droit de Vote 2014 » : ATF 74, LDH, MRAP, CGT, FSU, Sud Solidaire, EELVRS, NPA, PCF, La Chaîne Humaine,...

Soirée débat

animée par Vincent Rebérioux

Vice-président de la LDH

Mercredi 29 mai à 20h

Salle Pierre Lamy

12 rue de la République Annecy

LA NUIT DE LA COLÈRE FESTIVAL DU FILM SOCIAL La Turbine Place Chorus à Cran-Gevrier VENDREDI 31 MAI 2013

Renseignements et réservations - LCE 74 - contacts@lce74.com - Tél. 04 50 51 59 86

- 8 h 15 Accueil
- 8 h 45 Projection « Ressources Humaines » de Laurent Cantet
suit d'un débat sur l'accès à un premier emploi
- 12 h 15 Repas
- 14 h 30 Projection « Entrée du personnel » de Manuela Frésil
- 15 h 45 Projection « Ainsi squatte-t-il » de Marie Maffre
- 17 h 30 débat sur les difficultés de la jeunesse à acquérir son autonomie
- 19 h 00 Buffet froid
- 20 h 15 Projection « Les jours heureux » de Gilles Perret
suit d'un débat avec l'auteur



8 h 45 : Ressources humaines. de Laurent Cantet

Frank, jeune étudiant dans une grande école de commerce, revient chez ses parents le temps d'un stage qu'il doit faire dans l'usine où son père est ouvrier depuis trente ans. Affecté au service des ressources humaines, il se croit de taille à bousculer le conservatisme de la direction. Jusqu'à un jour où il découvre que son travail sert de paravent à un plan de restructuration prévoyant le licenciement de douze personnes, dont son père.

14 h 30 : Entrée du personnel de Manuela Frésil

L'abattoir est loin de tout, tout au bout de la zone industrielle. Au début, on pense qu'on ne va pas rester. Mais on change seulement de poste, de service. On veut une vie normale. On s'obstine, on s'arc-boute. On a mal le jour, on a mal la nuit. On tient quand même, jusqu'au jour où l'on ne tient plus. C'est les articulations qui lâchent. Les nerfs qui lâchent. Alors l'usine vous licencie. A moins qu'entre temps on ne soit passé chef, et que l'on impose maintenant aux autres ce que l'on ne supportait plus soi-même.

15 h 45 : Ainsi squatte-t-il de Marie Maffre

Alors que la crise du logement n'a jamais été aussi coriace, que des milliers de personnes dorment à la rue ou dans des logements insalubres, le collectif Jeudi Noir investit des immeubles vides pour y loger des jeunes et des familles. Ils y vivent, y militent, y dénoncent et y proposent des solutions pour résoudre la crise du logement. Le film matérialise la folie d'une schizophrénie sociale : des milliers de mètres carrés vides devant lesquels dorment des milliers de sans logis.

20 h 15 : Les jours heureux de Gilles Perret

Entre mai 1943 et mars 1944, sur le territoire français encore occupé, seize hommes appartenant à tous les partis politiques, tous les syndicats et tous les mouvements de résistance vont changer durablement le visage de la France. Ils vont rédiger le programme du Conseil National de la Résistance intitulé magnifiquement : « Les jours heureux ». Ce programme est encadré au cœur du système social français puisqu'il a donné naissance à la sécurité sociale, aux retraites par répartition, aux comités d'entreprises, etc. Ce film vise à retracer le parcours de ces lois, pour en réhabiliter l'origine qui a aujourd'hui sombré dans l'oubli. Raconter comment ce programme est démantelé depuis.

- Journée complète..... 35 €
- Matinée + repas midi ...15 €
- Tous les Films + buffet soir20 €
- buffet du soir..... 10 €
- Film seul, tarif de la Turbine

Achat - Réservations : LCE 74

Rue de la République - Annecy

contacts@lce74.com

Tél. 04 50 51 59 86

Lundi 14 h 30 - 17 h, Samedi 9 h - 12 h

Mardi - Mercredi - Jeudi - Vendredi 10 h - 17 h

Organisateurs : Union Locale CGT Annecy, Institut CGT d'Histoire Sociale, LCE 74 - En partenariat avec Entis, Les Mutuelles de France, Le centre départemental de promotion du cinéma - Avec le soutien de la Mairie de Cran-Gevrier.

Récession : "ce déni de réalité doit s'arrêter"

(Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF)

Les indices économiques publiés par l'INSEE sont terribles. La récession est confirmée (-0,2% du PIB au premier trimestre 2013). Le pouvoir d'achat des ménages dévisse : -0,9% en 2012, c'est une première depuis près de 30 ans. Quant à la consommation des ménages, elle suit la même tendance (-0,4). Derrière ces chiffres, c'est un pays qui souffre, qui va de plus en plus mal.

Face à une situation aussi dégradée et douloureuse, le président de la République se présente devant les commissaires européens pour les rassurer sur les engagements de la France à suivre à la lettre les recommandations de Bruxelles pour toujours plus d'austérité et de rigueur.

A Paris, Pierre Moscovici explique tranquillement que l'entrée de la France en récession n'est "pas une surprise" et qu'elle est "largement due à l'environnement de la zone euro". Bref, on s'enfonce mais c'était prévu.

Frisant le ridicule, le ministre de l'économie maintient "à la fois" sa prévision de croissance de +0,1% en 2013 et son objectif d'inverser la courbe du chômage d'ici la fin de l'année. Ce déni de réalité doit s'arrêter !

Preuve est faite que cette politique de rigueur conduit le pays à la catastrophe. Toutes les économies de la zone euro qui font le choix de subir les règles stupides et récessives de la commission européenne obtiennent ce même résultat : la ruine de leur économie.

Le réel, c'est quand on se cogne disait Lacan. Là, c'est le pays qui va dans le mur. Plus que jamais, il est urgent de changer de cap et de politique. Urgent d'engager le changement.

Droit de vote des étrangers reporté : Hollande a capitulé sous la pression (Fabienne Haloui)

La procédure parlementaire aurait pu être engagée pour que les résidents étrangers non européens votent aux prochaines élections municipales conformément à la promesse du candidat Hollande. Mais le président Hollande a capitulé sous la pression de sa droite renonçant à mener le combat pour l'égalité des droits civiques portée par toute la gauche.

Un signe fort aurait pu être envoyé à tous ces hommes et ces femmes qui contribuent aux richesses de la France et qui avaient tant espérer voter aux élections municipales de 2014. Cette promesse non tenue depuis plus de 32 ans est une fois de plus renvoyée à plus tard. Comment penser que le renoncement d'aujourd'hui se transformera en volonté politique l'an prochain ?

Le PCF appelle à participer massivement jeudi 23 mai à Paris au Concert en faveur du droit de vote des étrangers en 2014 organisé par l'UNEF et le Collectif Droit de Vote 2014 et à poursuivre la mobilisation pour que le report annoncé ne soit pas fuite en avant.

Mariage pour tous : "Une victoire. Le combat contre l'homophobie continue" (Ian Brossat, PCF)

Le Conseil Constitutionnel a rendu aujourd'hui une décision favorable, concernant le projet de loi ouvrant le mariage et l'adoption aux couples de personnes de même sexe.

Cette décision est une victoire pour tous les couples, pour les défenseurs des droits, pour de nombreuses familles et de nombreux enfants. Dans un avenir très proche, c'est la fin dans les faits d'une inégalité douloureuse.

Nous n'oublions pas le déchaînement de haine, d'amalgames et de pressions de tous ordres qui a entaché l'adoption du texte de la loi.

Le combat contre l'homophobie continue. D'autres droits restent à conquérir : l'accès à la PMA pour les couples lesbiens, les droits des trans sont autant de batailles que les communistes continueront de mener avec énergie.

Violences foot : le PCF pour des états généraux du supportérisme (Nicolas Bonnet)

Les violences qui ont lieu au Trocadéro autour de la célébration du titre du PSG et celles qui ont lieu entre supporters de Lyon et Marseille ce week-end sont inacceptables et ne doivent en aucun cas se reproduire.

Ces nouveaux faits montrent les limites des politiques qui ont été conduites jusqu'à présent pour lutter contre les violences dans et autour des stades. Le tout sécuritaire de la loi LOPPSI 2, le durcissement des interdictions administratives de stade, l'interdiction des déplacements ou les dissolutions d'associations, n'ont toujours pas permis de réduire les violences. Même si les objectifs de fermeté sont louables, la méthode et les résultats méritent d'être discutés.

De nombreux universitaires travaillent depuis longtemps sur ce sujet et ont formulé des préconisations, notamment la voie préventive expérimentée dans d'autres pays européens.

Par exemple, les auteurs du « livre vert du supportérisme », remis en 2010 au gouvernement de l'époque, prônent une approche globale et transversale qui ne se réduirait pas à la gestion des incidents, mais prendrait en compte le contexte du football dans son ensemble afin de désamorcer certaines tensions : Une répression ferme des comportements graves combinée avec le dialogue permanent et la prévention sociale.

Plutôt que des réactions et commentaires erronés sans aucune réflexion, des amalgames et des dérapages intolérables, certains responsables politiques devraient se taire et s'appuyer sur les propositions existantes qui n'ont toujours pas été mis en œuvre.

Nous proposons que le gouvernement organise très vite des états généraux du supportérisme en présence des associations de supporters et des clubs professionnels.

Le dialogue entre les différents acteurs doit reprendre avec pour objectif de conduire une réflexion approfondie sur la sécurité autour des matches de football et, plus largement, sur le devenir de l'ambiance populaire dans les stades.

C'est l'évolution même des stades, de leur animation et du public qui est en question. Dans la perspective de l'euro 2016, il n'est pas souhaitable que pour des faits de violences qui concernent une minorité, l'évolution des stades contribue à la disparition d'une culture populaire et des associations de supporters au profit de l'appropriation par des « businessmen » dont la priorité est de s'enrichir.

Pour toutes ces raisons le travail préventif est prioritaire et doit aboutir.

A lire

L'Humanifeste du PCF "Il est grand temps de rallumer les étoiles"

Économie & Politique numéro spécial consacré à l'ANI (Accord national Interprofessionnel)



Les 5 de Roanne : un acharnement inqualifiable de la justice

Nous venons d'apprendre que les 5 syndicalistes de Roanne étaient convoqués le mercredi 22 novembre 2013 pour un prélèvement d'ADN.

Cette décision du procureur de Lyon est absolument scandaleuse et relève d'un acharnement judiciaire caractérisé en traitant nos camarades comme de véritables criminels.

A quelques jours du débat à l'Assemblée nationale de la loi sur l'amnistie sociale, cette nouvelle convocation de la justice est une provocation et une déclaration de guerre.

Après une mobilisation très forte et un soutien national de personnalités très larges, parmi lesquelles Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, la cour d'appel de Lyon, au vu de la faiblesse des faits reprochés, les avait déclarés, en novembre 2012, coupables mais sans peine d'exécution.

L'action syndicale n'est pas un crime !

Jamais le PCF ne se résignera à accepter le prélèvement d'ADN pour des faits liés à l'activité syndicale, que ce soit sous un gouvernement de droite ou de gauche. Cette loi doit être revue, comme le Garde des Sceaux Mme Taubira s'y était engagée.

Le cas des 5 de Roanne, comme ceux de l'ensemble des militants syndicaux sanctionnés dans leur combat contre la politique des patrons et du gouvernement Sarkozy, justifie le combat pour le vote à l'Assemblée nationale d'une loi d'amnistie sociale.

Le 16 mai devant l'assemblée nationale, nous serons nombreux lors de l'action nationale de la CGT pour le vote de cette loi. Nous serons également, à leur côté pour refuser le prélèvement biologique, symbole d'une justice dure avec « les faibles » et clémente avec « les puissants ».

Plus que jamais le PCF et ses élus défendent et proposent une grande loi d'amnistie sociale pour les délits relevant de l'action syndicale et collective. Le gouvernement doit l'entendre.

Retraites/Medef : "pourquoi ne pas mourir à la tâche ?" (Olivier Dartigolles)

Laurence Parisot vient d'engager l'offensive sur le dossier du financement des retraites. Si le premier ministre attendait un geste d'apaisement de la présidente du Medef, qui a été particulièrement bien traitée au cours de la dernière année, le voilà Gros-Jean comme devant. Conviée à Matignon pour préparer la prochaine conférence sociale des 20 et 21 juin prochains, madame Parisot a préconisé un allongement de la durée de cotisation à 43 ans d'ici 2020 et un recul de l'âge légal "à au moins 65 ans à l'horizon 2040". Pour le Medef, le travail c'est la santé donc pourquoi ne pas mourir à la tâche !

Encouragé par l'abandon en rase campagne du gouvernement sur l'Accord national interprofessionnel (ANI) qui a cédé au patronat sans disputer le moindre combat, le Medef profite de son avantage. Il lui en faut toujours plus.

Il faut changer de politique. Une majorité d'électrices et d'électeurs ont fait le choix, au printemps dernier, de ne pas poursuivre sur le chemin des régressions sociales. On se souvient combien la mobilisation de la gauche et du mouvement social contre la casse des retraites a été forte.

Mercredi, François Hollande se présente devant les commissaires européens. Jeudi, il interviendra lors d'une conférence de presse. Voilà une nouvelle occasion pour un changement de cap, pour ne plus accepter les oukases de Bruxelles qui présentera ses "recommandations" le 29 mai.

En 2010, les forces de gauche ont combattu la casse des retraites. En 2012, on a battu Sarkozy, Fillon et Woerth. Ce n'est pas pour appliquer une politique de droite en 2013.

STX : « Mettons les chantiers de Saint-Nazaire et Lorient sous contrôle public »

En 2006, Alstom cédait le chantier naval de Saint-Nazaire au norvégien Aker Yards. Il n'aura pas fallu plus d'un an et demi pour qu'Aker-Yards soit à son tour racheté par le Coréen STX.

Pour quel résultat ? La stratégie financière de STX a enfermé le chantier dans la mono-production de paquebot qui le conduit de crise en crise. Et aujourd'hui, après avoir profité du savoir faire des salariés et des entreprises nazairiennes, STX annonce son intention de céder ses actifs européens.

Comme a pu le dire aujourd'hui la Fédération Nationale CGT de la Métallurgie lors d'une conférence de presse, il faut dire STOP : Ces opérations capitalistiques sont insupportables ! Elles vont à l'encontre des intérêts du pays. Il y a danger, il y a urgence, les emplois directs et indirects concernés se comptent par milliers. La France doit pouvoir compter sur une filière maritime cohérente, de la construction à la déconstruction.

Nous voulons gagner la diversification pour les chantiers en commençant par les coopérations industrielles nationales nécessaires pour répondre aux besoins : Des dizaines de bateaux mis en circulation par des entreprises nationales ont plus de 30 ans, opérant parfois des missions de service public. Ils doivent être renouvelés, Ils peuvent être construits en France.

De ce point de vue, l'annonce du premier ministre dimanche soir sur TF1 de vouloir diminuer la participation de l'État dans le capital d'un certain nombre d'entreprises, est très inquiétante.

Pour redresser la politique industrielle, il faut au contraire un État stratège qui mette les chantiers STX de Saint-Nazaire et Lorient sous contrôle public pour garantir le développement de cette filière industrielle essentielle.

Aux côtés des salariés et de leurs organisations, le PCF reste mobilisé plus que jamais dans l'action, les mobilisations, de Loire-Atlantique jusqu'au parlement. Nous ne laisserons pas brader la navale.



Grèce : Le PCF soutient les enseignants face à l'autoritarisme du gouvernement Samaras

Une fois de plus, le gouvernement grec, dirigé par Antonis Samaras (Nouvelle Démocratie, droite, soutenu par le Pasok et la gauche démocratique) veut criminaliser les protestations populaires qui s'expriment en Grèce. Cette fois, c'est aux enseignants qu'il s'en prend. Alors qu'ils ont déclenché, depuis le 13 mai, un mouvement mêlant grève particulièrement suivie, manifestations et actions d'explication, les enseignants ont reçu des ordres de réquisition. Le gouvernement argue qu'en période d'examen d'entrée à l'université, leurs actions seraient des « prises d'otage » des élèves. Il oublie toutefois que, cette année, des classes n'ont pas pu ouvrir, des cours n'ont pu avoir lieu faute d'enseignants et de moyens.

Cette casse de l'enseignement est la voie que poursuit le gouvernement, avec l'appui de la troïka. Afin d'atteindre les objectifs de déficits publics, il multiplie les coupes dans les dépenses publiques. Conséquences : hausse des heures travaillées pour les professeurs fonctionnaires, multiplication du nombre d'écoles dans lesquelles ils doivent exercer, mutation forcée de 4000 enseignants au mépris de leurs vies personnelles, et non-renouvellement de 10 000 temps partiels sous contrat. Non content d'utiliser l'arme antidémocratique de la réquisition, le gouvernement joue les briseurs de grève et veut criminaliser le mouvement en menaçant d'arrêter les enseignants qui participeraient à la grève prévue à partir de vendredi 17 mai. C'est une grave dérive autoritaire qui se produit, une fois de plus, en Grèce, basée sur une déformation du droit constitutionnel. En effet, selon la Constitution grecque, l'adoption de ce type de mesures ne peut avoir lieu qu'en cas de trouble à l'ordre public, de catastrophe naturelle ou de menace sanitaire.

Le PCF apporte son soutien aux enseignants qui se battent pour un avenir meilleur en Grèce, une éducation pour tous, et des conditions de travail décentes.

Gilles Garnier, responsable Europe du PCF

Violences Marseille : « redonner espoir en l'avenir, et la jeunesse de Marseille » (Pierre Dharréville)

La violence continue de gagner du terrain à Marseille. Et quand la violence progresse, c'est toujours le signe d'une société malade, d'une société où la vie perd chaque jour de sa valeur.

Marseille est de plus en plus dévastée par la crise, et marquée par les inégalités. Le développement du trafic en tous genres en est l'un des symptômes. Nous sommes révoltés par ces drames et la terreur qu'entendent faire régner quelques individus.

Les communistes sont partisans d'une lutte déterminée contre le trafic de drogue et contre le crime qui l'accompagne. Cela demande des moyens, notamment des moyens policiers, et particulièrement d'investigation, qui ne peuvent se compter en effets d'annonces. Cela demande un suivi qui ne peut se conjuguer avec la politique du chiffre.

Au-delà, il faut s'en prendre aux causes profondes de ce phénomène très préoccupant, qui n'est pas un phénomène génétique et se déploie partout dans la société. Il faut en finir avec l'austérité qui alimente la crise, développer les services publics au lieu de les mettre en pièces, mettre le paquet sur l'école, mettre fin à la casse industrielle organisée par la finance, agir avec la dernière énergie contre la pauvreté...

Nous refusons qu'on installe un climat de peur sur la ville, que ce soient les trafiquants, que ce soient les autoritaires et sécuritaires de tous crins, qui ne manqueront pas de donner de la voix. Il faut redonner espoir en l'avenir, et la jeunesse de Marseille en manque cruellement. C'est avec elle qu'il faut construire une culture de paix et une société solidaire. Nous appelons à une réaction populaire. Ce n'est pas contre Marseille mais avec Marseille qu'on règlera les problèmes. C'est pourquoi il est essentiel, dans ces conditions plus que jamais, que la vie démocratique s'exprime à plein pour faire reculer l'impuissance.

Pierre Laurent à Caracas se félicite du soutien apporté au Président Maduro

Pierre Laurent et la délégation du PCF, en visite en Amérique latine, ont tenu à faire halte à Caracas, samedi 11 mai, pour rencontrer une délégation de la direction du Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV) conduite par Ana Elisa Osorio Granado, députée au Parlantino (Parlement latino-américain).

Les délégations ont eu un échange prolongé sur la situation du pays, les défis auxquels il est confronté et sur le rôle moteur du Venezuela dans le processus sud-américain d'intégration régionale.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF et président du Parti de la gauche européenne (PGE) a condamné les tentatives et manœuvres de déstabilisation, de discrédit et d'ingérence des dernières semaines, et s'est félicité de la déclaration de soutien au président Nicolas Maduro adoptée à la quasi unanimité par le Parlantino réuni la veille, 10 mai, à Panama.

Les deux délégations ont convenu de développer en France et en Europe des initiatives de solidarité avec le peuple vénézuélien et d'approfondir leur travail commun pour de nouvelles logiques de coopération entre l'Amérique latine et l'Europe.



Communiqué de Presse

Pour la dissolution de Vox Populi

Ce mardi 7 mai vers 22h00, alors qu'ils sortaient du siège de la Fédération à l'issue d'une réunion, des responsables de la Fédération du PCF et du Mouvement des Jeunes Communistes d'Indre-et-Loire ont été agressés, dont trois physiquement, par des individus membres du mouvement d'extrême droite Vox Populi. Les trois communistes ont déposé plainte.

La Fédération et le Mouvement des Jeunes Communistes d'Indre-et-Loire s'indignent et condamnent avec la plus grande véhémence cet acte odieux et fascisant !

À l'heure où l'extrême droite tend à être banalisée, ces événements confirment sa dangerosité pour la vie démocratique. Nous ne devons pas laisser ce groupuscule agir en toute impunité ! Nous ne céderons pas face à la haine et à la xénophobie !

De plus en plus violents, ces activistes de Vox Populi ont un but précis : tenter d'instaurer un climat de terreur dans les rues de Tours.

Devant l'importance des faits, et la recrudescence de ces agissements dans le département, à l'université et dans la ville de Tours, la Fédération du PCF et du Mouvement des Jeunes Communistes vont très rapidement demander une rencontre avec le Préfet d'Indre-et-Loire. La justice doit remplir son rôle et les auteurs de ces actes doivent être condamnés. Nous demandons la dissolution de Vox Populi.

Face aux actes et aux idées nauséabondes de rejet de l'autre et de replis sur soi développées par ces groupes d'extrême droite, dans un contexte de crise, nous continuerons de développer les seules valeurs indispensables : la solidarité, l'égalité et la fraternité.

Tours, le 8 mai 2013

Rapport Lescure : « pas de sens sans redressement significatif des moyens du Ministère » (Alain Hayot - PCF)

Le rapport Lescure a été rendu public hier. Si nous ne sommes pas insensibles à certaines avancées qu'il préconise, ce rapport nous laisse quelque peu sur notre faim.

Ainsi nous prenons acte de la volonté affirmée de ses rédacteurs de préserver l'exception culturelle, c'est à dire l'idée que la culture ne saurait être soumise aux règles de l'économie de marché, que ce soit au plan national, européen ou international. Le rapport Lescure préconise à juste titre de « rester ferme » sur la défense de l'exception culturelle, et le maintien de l'audiovisuel et du numérique en son sein. Le PCF restera vigilant à ce que cette fermeté s'exprime jusqu'au bout dans le cadre des actuelles négociations transatlantiques, tant de la part du gouvernement français que de la Commission européenne.

Alors qu'il y a là, une volonté affirmée de préserver le droit d'auteur et le droit à la rémunération des artistes interprètes, le rapport Lescure ne propose qu'une timide ouverture à la participation des fournisseurs de matériels au financement de la création. Cependant, une telle taxe représentera une infime décimale des super-profits des fournisseurs d'accès internet (FAI) et surtout des Apple, Google et autres Amazon qui sont étrangement épargnés de toute contribution à la création alors qu'elle est à l'origine des profits considérables que ces majors compagnies réalisent. Une piqûre de moustique sur le garrot du rhinocéros.

La suppression de l'HADOPI et la volonté de sortir de la pénalisation des internautes est une bonne chose. Le PCF demande la suppression de toutes mesures répressives à leur égard. De même le transfert des missions au sein du CSA actuel nous laisse sceptiques tant que ce dernier ne sera pas démocratisé et entièrement refondu en un véritable Conseil supérieur des médias, tel que proposé par le programme du Front de Gauche.

La « chronologie des médias », que le rapport Lescure propose d'amender, ne peut en tout état de cause l'être qu'au prix d'une intense concertation avec tous les acteurs des filières numériques et audiovisuelles, sous peine de mettre en cause les fragiles équilibres actuels, déjà gravement menacés.

Enfin, les préconisations du rapport Lescure ne sauraient trouver leur sens sans un redressement significatif des moyens du Ministère de la Culture et de la Communication, dans le cadre d'une véritable loi d'orientation et de programmation, engagement de campagne du président Hollande.

Mobilisation de l'enseignement supérieur contre la loi Fioraso le 22 mai

Plusieurs syndicats d'enseignants-chercheurs, de syndicats étudiants, de collectifs de précaires de l'enseignement supérieur appellent à une journée de mobilisation nationale le mercredi 22 mai partout en France contre la loi Fioraso. Cette loi, sensée répondre aux problèmes que l'Université française a rencontrés avec la loi LRU de Sarkozy, constitue en réalité un grave recul.

Les communautés d'Université, regroupant des établissements publics et privés en lieu et place des PRES de la droite, la soumission obligatoire des travaux de recherche aux besoins des entreprises sont autant d'attaques contre le service public d'enseignement supérieur et de recherche.

L'urgence est pourtant grande de réparer les méfaits de dix années de droite et de préparer l'Université à affronter les défis de notre siècle. La précarité des enseignants-chercheurs, des personnels, des étudiants ne cesse de se développer. Il faut en finir avec ces logiques de rentabilité qui n'ont pour seuls résultats la dégradation de nos conditions de vie et d'étude.

Les étudiants communistes continuent le combat pour un service public d'enseignement supérieur de qualité, mis au service des besoins sociaux. Les étudiants communistes répondent à l'appel de l'intersyndicale pour la journée du 22 mai avec tous les personnels et les enseignants-chercheurs.

Le Parti Communiste Israélien condamne l'attaque israélienne contre la Syrie

Traduction JC pour <http://solidarite-internationale-pcf.over-blog.net/>



Le Parti Communiste d'Israël (PCI) a dénoncé dimanche les attaques militaires israéliennes contre la Syrie. « Nous condamnons cette atteinte injustifiable à la souveraineté de la Syrie », a déclaré le porte-parole du Parti, appelant toutes les parties en Syrie à parvenir à un accord politique afin de protéger les droits des Syriens.

« Le gouvernement Netanyahu prouve qu'il n'a tiré aucune leçon de l'histoire, la sécurité ne peut pas provenir d'un état de guerre. Le Parti Communiste d'Israël et le Hadash (Front démocratique pour la paix et l'égalité) condamnent les frappes aériennes et appellent à la fin immédiate de l'escalade militaire. Le PCI et le Hadash mettent en garde contre un engrenage qui conduirait à une guerre régionale », a-t-il ajouté.

Selon le PCI, ces mesures bellicistes constituent un danger pour toute la région, et tous les peuples qui s'y trouvent. Sous prétexte de prévenir l'utilisation d'armes chimiques, le gouvernement israélien choisit de se mettre au service de la politique de l'impérialisme américain en défendant leurs intérêts dans la région. Le PCI s'oppose de façon véhémement à tout usage d'armes non-conventionnelles et exigent le désarmement immédiat pour de telles armes dans tout le Moyen-orient, Israël compris.

Publicité lancée par la filiale PSA banque

M. André Chassaigne interroge M. le ministre du redressement productif sur la campagne de publicité lancée par la filiale PSA banque.

Alors que le groupe PSA Peugeot-Citroën prépare son vaste plan de suppression de plus de 11 000 emplois et l'arrêt de l'usine d'Aulnay dès 2014, et que les salariés continuent leur lutte pour la défense de l'emploi, le service audiovisuel public diffuse à longueur de journée une campagne d'offre promotionnelle concernant un livret d'épargne lancé par la banque PSA finance, filiale du constructeur éponyme.

Cette campagne sur les ondes publiques apparaît comme une véritable provocation au regard des dérives financières du groupe et de la politique qu'il mène en terme d'emploi. Il poursuit par ailleurs la même stratégie que Renault, avec la préparation d'un « accord de compétitivité » qui viserait à augmenter le travail dans la journée tout en supprimant le travail de nuit, plus onéreux.

Alors que l'État a apporté sa garantie à cette filiale, à hauteur d'un montant de 7 milliards d'euros d'ici à fin 2015, voici donc l'ultime provocation à laquelle doit faire face les salariés du groupe devant les chaînes de l'audiovisuel public, en supportant un livret censé financer « l'économie réelle ».

Il lui demande donc s'il compte faire cesser cette campagne publicitaire provocante sur les chaînes financées par la contribution sur l'audiovisuel public.

Question N° : 25314 Question publiée au JO le : 30/4/2013

Tribune. François Hollande, pour le droit au travail des jeunes la rupture c'est maintenant !

Par Nordine Idir, le 16 mai 2013

Alors que le pays entre en récession, les nouvelles les plus alarmantes sont bien les records de chômage à tous les niveaux et l'effondrement du pouvoir d'achat qu'impliquent ce cycle infernal austérité-récession-austérité-récession... Et François Hollande choisit de se soumettre au diktat des marchés financiers par la voix de la commission européenne. Au programme de la prochaine période: licenciements, baisses de salaires et réduction des solidarités. c'est notre avenir qu'ils condamnent à la précarité et à l'austérité! A l'occasion de sa conférence de presse nous interpellons directement François Hollande sur ses choix politiques lourds de conséquences pour l'avenir des jeunes.

780 000 jeunes de moins de 25 ans sont au chômage. Et combien de chômeurs ont moins de 30 ans parmi les 5 millions qui composent le triste record franchi cet hiver ?! Les chiffres de chômeurs et de précaires explosent partout, dans nos quartiers, nos villes, à l'échelle du pays, de l'Europe et dans le monde. Mesurons bien les récents rapports remis notamment par l'Organisation Internationale du travail : le chômage des jeunes atteint 24% dans la zone euro et la situation est extrême en Grèce et en Espagne avec 57 et 59% de jeunes au chômage avec un « impact à long terme (...) pendant des décennies »! Dans le monde, ce sont donc des dizaines de millions de jeunes condamnés à la misère pendant des années.

Et si à nouveau nous entendons réclamer ici Michel Sapin, là-bas le président du Conseil italien, un plan d'urgence pour l'emploi des jeunes, nous savons à quoi nous en tenir. Une nouvelle multiplication d'emplois précaires ? De contrats à bas salaires ? De stagiaires et d'apprentis fournis comme main d'œuvre corvéable à merci ? Les libéraux de tous les pays jureront la main sur le cœur que non. Mais les faits sont là. L'Accord National Interprofessionnel qui démantèle le code du travail est passé en force au Parlement, au mépris des syndicats majoritaires et du travail des élus de gauche. Une nouvelle réforme des retraites se prépare dans l'exacte continuité de celle imposée par le duo infernal Sarkozy-Parisot, ainsi qu'une réforme de la formation professionnelle qui veut transformer nos filières en usine à jeunes précaires ! Nous ne sommes pas dupes. Pendant dix ans nous avons combattu les discours sur « la flexibilité » ou la réduction de nos formations au puzzle de « compétences ». Comment, même prononcés par des ministres de gauche, qui les avaient combattues, nous pourrions laisser continuer ?

Le candidat des jeunes est le président de l'austérité

Les discours sont cousus de bonnes intentions, les oreilles s'attendrissent à quelques grandes déclarations... Mais le constat est là : François Hollande, autoproclamé candidat des jeunes est devenu président de l'austérité. C'est-à-dire président des politiques de bas salaires, président des fermetures d'usines pour les profits des actionnaires, président de la rigueur budgétaire...

Les jeunes communistes ne laisseront pas ce scénario macabre à l'œuvre dans de nombreux pays d'Europe avoir lieu plus longtemps. Nous avons des propositions à faire valoir. La loi d'interdiction des licenciements boursiers, proposée par les députés Front de gauche ce jeudi 16 mai, sera un signe fort. Elle ouvre la possibilité de contrer ces suppressions d'emploi dans des sites rentables en donnant des nouveaux pouvoirs aux salariés de ce pays. Elle fera justice pour ces travailleurs qui s'ils sont bons pour exécuter, n'ont pas leur mots à dire. Ce sont pourtant eux, qui sont les piliers de notre économie. Elle protégera tous ces autres milliers d'emplois (sous-traitants, commerces de proximité) qui vivent autour de ces sites industriels.

Surtout, ce serait un premier pas pour tendre à une véritable sécurisation des parcours de formation et d'emploi.

Il est plus qu'urgent d'en finir avec une politique de flexibilité injuste et inefficace. En plus de cette loi d'interdiction des licenciements boursiers, nous exigeons un salaire minimum à 1700 euros, un statut pour les apprentis, les alternants et les stagiaires, un service public de l'orientation et de l'information, de nouveaux pouvoirs d'intervention et de décision dans tous nos lieux de vie.

Le peuple a exigé un changement de politique en 2012 et n'a pas porté aux urnes Mme Parisot et ses puissants amis. Il est clair que la mobilisation populaire sera le seul levier pour exiger un réel changement. Partout, nous bâtirons ces espaces de rassemblement et de conquêtes avec l'ensemble des forces qui partagent ce besoin de sortir de l'austérité. Les assises de la refondation sociale et démocratique du 16 juin prochain seront une étape incontournable de ce changement. Les jeunes doivent en être la force motrice.

M. Hollande, vous aviez déclaré que les jeunes vivraient mieux en 2017 qu'en 2012. Pour notre part, nous nous battons pour qu'ils vivent mieux dès maintenant. Nous construisons un avenir qui ne peut plus attendre. Cet avenir nous appartient !

Nordine Idir Secrétaire Général du Mouvement Jeunes Communistes de France

Valls du racisme dans les médias !

Après la libération de la parole homophobe, celle de la parole raciste. Profitant des incidents durant la célébration du titre de champion de France du PSG, avant même qu'une enquête n'ait eu lieu pour déterminer ce qui s'est réellement passé, la droite et l'extrême-droite en profitent pour se refaire une santé sur le dos de leurs boucs émissaires. Pour le député du Var Jean-Sébastien Valatte ce sont des « descendants d'esclaves » (sic) et pour le vice-président du FN Florian Philippot des « populations d'origine étrangère non assimilées » issues évidemment de banlieue...

Le ministre de l'Intérieur ainsi que les médias, notamment de service public, ont non seulement amplifié un événement en amalgamant diverses réalités avec des expressions comme « racaille », « émeute », « guérilla urbaine » mais contribuent à faire des étrangers et des jeunes des classes populaires les responsables de tous les maux. Ils sont pourtant au cœur du salariat précaire, frappés de plein fouet par l'austérité. Les montrer du doigt, les diviser, plutôt que de s'unir avec ceux pour qui une politique de justice se fait toujours plus attendre. Pas étonnant, que Manuel Valls poursuive une politique d'immigration faite d'expulsion et de violence notamment à l'égard des Roms.

Ce climat de haine et de stigmatisation doit cesser. Les jeunes communistes combattent la loi du tout-profit, ils combattront sans réserve ceux qui s'en prennent aux plus démunis d'entre nous, car ils en sont les premières victimes.

A voir sur l'internet

Pierre Laurent, le 5mai à Bastille : "Notre marche est un appel à ouvrir un nouveau chemin d'espoir et de lutte."

http://www.dailymotion.com/video/xzmv0j_discours-de-pierre-laurent-marche-citoyenne-pour-la-6e-republique_news

Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent. <http://tumblr.co/ZYDRUwkodK66>

Pétition en ligne

«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose : celui d'Ambroise Croizat !»

<http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>.

Réunion publique du 17 mai de la cellule PCF de Cran

Le projet de loi reproduisant l'ANI du 11/1 entre le Medef et des syndicats a été adopté.

La critique de la loi adoptée sera mise en lien avec la situation politique et économique d'après des textes de l'Huma et le N° spécial d'Eco-Po sur l'ANI. En même temps Roland participe aux réunions du réseau ANR.

Analyse à la lumière de 3 éléments :

- la gravité de la situation de l'emploi
- la gravité de l'ANI et l'alternative portée par le PCF
- le contexte politique et les perspectives pour l'action

Le projet de loi s'inscrit dans un contexte de crise économique grave en France et en Europe. Hollande a rappelé hier que l'Europe était l'homme malade du monde. Cette crise touche l'emploi et la croissance : la France vient d'entrer en récession, d'une manière probablement durable. 5 millions de chômeurs dont 3 millions à temps complet. La Haute-Savoie est frappée par le chômage massif : plus de 60000. La crise s'approfondit alors qu'en 2009 la droite avait annoncé qu'elle était terminée.

Il est tout à fait possible de la dépasser, d'aller vers un autre type de croissance. Les progrès technologiques permettraient à la fois, dans le cadre d'un progrès social et non la spéculation et les profits énormes, d'abaisser le coût de la production, économie de temps de travail permettant aux salariés d'avoir moins de fatigue, avec des salaires en progression : l'augmentation du SMIC de suite est possible, plus la hausse des salaires pour couvrir les besoins.

Au lieu de ça on assiste à accélération de la précarité et baisse du pouvoir d'achat et de la consommation, qui débouchent sur le chômage et la récession : ce sont les vraies cause du chômage et la récession. La politique suivie par Hollande depuis le revirement de fin 2012 s'inscrit dans le cadre des injonctions du patronat et des marchés financiers : les institutions européens, les gouvernement et notamment Angela Merkel.

Cette politique a été précédée du renoncement à remettre en cause le TSCG. Hollande avait promis que la première chose qu'il ferait serait de signifier à Merkel la remise en cause du TSCG. Il s'est contenté d'une petite clause sur la croissance. Il n'y en a point, des pays sont en difficulté, surtout le sud mais tous sont touchés, y compris l'Allemagne qui subit une politique sociale difficile. C'est une politique d'austérité imposée aux Français, surtout les salariés et les retraités. Un élément principal de la politique est le retour au respect de critères dont les 3% de déficit pour chacun des états.

Les dettes publiques pourraient être couvertes avec le remboursement des 4800 milliards d'euros versés aux banques, qui n'ont pas été remboursés et alimentent la spéculation. Les entreprises du CAC40 disposent en liquidités de 400 milliards d'euros. Ces ressources pourraient alimenter le budget national et les services publics.

Le gouvernement Hollande s'est engagé à réduire le déficit public à 3% du PIB dès 2013. La France a obtenu de la Commission un délai de 2 ans supplémentaires. La France n'a pas le droit d'y déroger. La France est sous la surveillance des marchés financiers. Le grand public ne le sait pas. La prolongation de ce délai se fait sous surveillance et avec exigence de véritables réformes sinon il y a des sanctions, notamment la réforme du marché du travail : l'ANI. Hollande s'y plie volontiers à cette politique de surveillance. Il a 2 mots clé qu'il a répétés :

- la règle de la compétitivité, adoptée par le parlement pour que la politique économique se développe en compétitivité pour mettre en concurrence nos entreprise avec celles des autres pays

- la réforme du marché du travail, pas la nôtre. Actuellement elle s'applique selon les ordres du Medef.

Les négociations à partir de la conférence sociale du 9/7/2012, se sont conclues par l'accord du 11/1. Cet accord a été élaboré sous la direction du Medef, des syndicats ont signé et ça été soumis au Parlement.

Les mesures mises en œuvre confirmées par Hollande vont enfoncer le pays dans la crise : ce sont les mêmes mesures qui ont contribué depuis 2007 à enfoncer le pays dans la crise et la crise de 2008-9. Dans le même temps elle vont dans l'intégration politique à une Europe ultralibérale. Hollande a proposé la constitution d'un gouvernement économique de l'UE qui aurait un Président. C'est un pas de plus dans l'intégration dans le cadre des marchés financiers. Il y a 3 semaines Pujadas a invité VGE, qui a donné une sévère leçon à Bartolone en lui disant que c'était un homme irresponsable car il avait demandé une confrontation avec Merkel. Lui Pujadas était heureux. « J'ai cru entendre Pétain à la TV » Merkel devient au niveau politique la Présidente de la politique économique de l'Europe .

On assiste à une crise économique, mais aussi politique : la gauche s'enfoncé, Hollande baisse dans les sondages, nous sommes aussi en difficulté. Crise morale : on a oublié l'affaire Cahuzac qui a ébranlé la gauche. Nous n'y sommes pour rien. C'était le ministre du budget : « on exigeait des agents des finances de surveiller les entreprises pour qu'elles ne fraudent pas ; je n'aurais jamais imaginé que mon ministre fraude lui-même ». D'autres ministres de droite ont fraudé mais ça n'excuse pas. C'est une crise de civilisation. Le monde change pas mais ça ne justifie pas la crise l'austérité et le pouvoir des marchés financiers ; Crise contradictoire : il y a des possibilités technologiques, et humaines que l'on peut réaliser, mais pour s'exercer elles ne doivent pas être vissées par la loi du profit maximum.

Analyse en 6 points

- l'ANI reprend le thème des pouvoirs des salariés dans les entreprises pour avoir l'accord de syndicats. Hollande voulait intégrer les syndicats dans la politique socio-libérale : ça a été un échec, la CGT s'est prononcée contre. Il nous faut agir pour que le principe de pouvoir nouveau dans les gestions soit appliqué par la loi avec des dispositions non reprises par la loi d'ANI : toutes les dispositions vont au contraire à des réductions des pouvoirs des CE et des DP. On voudrait s'appuyer sur DP et CE pour de nouveaux pouvoirs et créer de nouveaux organismes

- droit à la formation. L'accord reprend le principe du droit à la formation avec création d'un compte personnel de formation : le salarié paiera lui-même sa formation. Les parlementaires PCF ont présenté des amendements

- lutte contre la précarité de l'emploi, objectif affirmé comme prioritaire. On connaît la réalité : exactement l'inverse. Les mesures vont contribuer au développement de la précarité

- mesures encadrant les licenciements. Ils prétendent encadrer les licenciements économiques mais la loi reprend toutes les exigences du Medef pour licencier le plus facilement, le code du travail est laminé. Alternative : opposition radicale à la politique de licenciement

- adaptation des entreprises et des travailleurs dans le cadre des mutations économiques. On est d'accord pour tenir compte des mutations, mais ces mutations doivent être favorables aux travailleurs. On a un affaiblissement DP et CE. Pouvoir affaibli et mis en cause : il y a une intégration des salariés dans les critères de gestion capitalistes qui gouvernent les entreprises. Les propositions du PCF donnent plus de moyens aux institutions qui existent déjà avec une négociation annuelle sur l'emploi, avec instauration obligatoire de conférences régionales pour étudier les adaptations les plus favorables aux salariés

- création d'un service public pour développer un système de SEF. La première étude à Annecy a eu lieu en 2000. A partir de la formation, la loi dénature et inverse pour créer un système bidon de SEF.

La loi vient d'être adoptée. Il s'agit de développer avec toutes les forces de gauche le débat autour de ce projet de loi en avançant les propositions alternatives avec les salariés, les syndicats et la population. La lutte continue contre la politique d'austérité.

Le projet adopté est un outil de mise en cause des droits des salariés et leur intégration à la politique libérale européenne. Il faut s'appuyer des alternative pour le contrer.

On peut faire autrement que la rigueur, elle n'est pas une nécessité mais un obstacle. L'action pour la SEF on la continue, ça signifie le rassemblement contre Hollande, la droite et l'extrême-droite Il faut arriver à entraver la montée des périls en 2017.

Il y aura en 2014 les municipales et les européennes. Les communistes de Cran vont en parler mais c'est valable pour toute la France ; il faut combattre cette politique néfaste qui mène la gauche à l'échec. Notre but évident est d'assurer la victoire de la gauche, battre la droite partout où c'est possible. On a une alternative. Le PCF a une politique claire depuis son congrès. Le PCF a adopté une stratégie de rassemblement de la gauche. Mélenchon a pour stratégie de battre le PS : quand celui-ci aura échoué, lui sauvera la gauche. Il préconise notre séparation complète du PS. Nous pensons que ce serait catastrophique : ce serait l'isolement du PCF et de la gauche de la gauche et le PS, que l'on aurait exclu, s'allierait avec le centre. Il faut rassembler toute la gauche sur une vraie politique alternative à la politique d'austérité. Rassembler sur un programme de gauche avec 2 points :

- défense de l'emploi ,
- défense et promotion des services publics

Ces 2 piliers doivent être pris comme base pour une alliance de gauche.

Il faut s'adresser à tous les électeurs qui ont voté à gauche en 2012, y compris les électeurs PS. S'adresser aux militants et dirigeants PS pour aller sur cette base-là. S'ils défendent une austérité au niveau municipal on ne peut l'accepter. On doit combattre l'austérité qui fait souffrir les collectivités : municipalités, Conseil Général et CR. On ne va pas traiter les PS de salopards, culpabiliser leurs électeurs. On ne veut pas s'adresser à eux de façon agressive.

On a le but d'avoir le maximum d'élus PCF en 2014. C'est important de sauvegarder nos élus et en gagner d'autres. On estime contrairement au PG et Mélenchon d'avoir des outils politiques du conseil municipal au gouvernement si possible car on sait que l'on peut compter dessus pour mener une bataille pour une politique de gauche. On l'a vu au Parlement sur l'ANI. On doit faire échec à droite et extrême-droite. On ne le mettra en échec que par l'abstention.

Débat

Les gens sont déboussolés. Ceux qui ont voté Hollande sont écœurés.

Sur l'ANI la bêtise de Hollande a été de ne pas se concerter avec la CGT et FO qui n'ont pas signé.

Il parle de compétitivité, il ne sait pas ce que c'est : c'est la production au plus bas coût. Ce sont les salariés qui font la production.

L'ANI c'est moins de protection pour les CHSCT, DS, DP et CE.

Hollande a fait un très beau cadeau au Medef. Il n'a rien fait contre les licenciements boursiers. Il disait ma priorité c'est l'emploi. Mais il y a les augmentations de salaires, les conditions de travail, le respect de la hiérarchie patronale par les salariés (toutes les 5 min des conseils d'atelier : vous avez mal travaillé, il faut 5000 pièces, si vous ne les faites pas d'ici ce soir, vous ne rentrez pas chez vous. Négociations des NAO : la direction dit c'est moi qui décide, pas vous).

Le DIF on l'avait mais avec la loi sur l'ANI, ça saute (limite à 120). Adaptation des salariés : possibilité de licencier. Les patrons vident les entreprise, les salariés se demandent ce qu'ils vont devenir avec quoi ils vont vivre.

Il y a la lutte, les syndicats. Les militants communistes peuvent intervenir et faire des propositions. Si les luttes se développent ils ne pourront appliquer mécaniquement la loi avec opposition dans et autour de l'entreprise.

Le principal syndicaliste de Florange est CFDT, son syndicat a voté l'ANI et ils ne peuvent imposer à Mittal une négociation, un moratoire pour construire des propositions alternatives, du temps pour étudier les bilans.

Notre travail est d'élaborer des mesures pour aider les salariés à développer les luttes économiques et politiques. On n'abandonne pas la lutte parce que l'ANI a été adopté. Il faudra porter le débat au sein du PCF, à l'AG et au CD.

On parle peu de l'ANI, les gens ne sont pas informés.

Après une manif 1 camarade avec badges fait ses courses à Casino, une caissière lui demande « Il y a une manif? ». Réponse « Oui, sur l'accord du 11/1 » Réaction : « Bof ! ».

Pour la plupart des gens, se battre ne sert à rien. Quand un mauvais coup passe, on n'y peut rien. Encarté ou pas, de toute façon on ne peut rien y faire.

Crainte pour les municipales du FN. Suite à l'émission de télé, il récupère des déçus. L'abstention va monter.

Constat d'une forte démoralisation de la population, notamment au marché de Cran-Gevrier. Rappel de la situation lors de la bataille pour les retraites : en mai-juin, les gens étaient persuadés qu'on ne pouvait pas faire autrement ; en juillet-août, ils voyaient les alternatives, mais pas comment les imposer ; en septembre-octobre, il y a eu une prise de confiance au vu de la mobilisation. Il va falloir mener une bataille forte sur tous les terrains et en premier lieu mener la bataille des idées.

Une personne qui touche 3000€ pour 2 personnes, on veut leur bloquer à 1200€. Déjà avec 1500 on n'y arrive pas avec la hausse des loyers et du reste.

Il faut parler avec les gens.

Ne pensez-vous pas que vous laissez passer des lois sans les comprendre. Nos aïeux se sont battus pour que l'on ait des progrès que l'on est en train de perdre.

Il faut NATIONALISER l'ensemble de l'économie de la multinationale à l'artisan. Si on est révolutionnaire on doit dire par quoi on remplace le capitalisme sinon on ne sert à rien. Quand on discute avec les gens d'une association dans le travail au lieu de soumission entre propriétaire et salarié vendeur de sa force de travail les gens sont d'accord pour s'organiser autrement. C'est une enquête d'opinion, c'est du bon sens. Voir la scierie du plateau de Mille-vaches avec même salaire et pas de chefs. La hiérarchie tue la démocratie.

L'ANI c'est fait, il nous reste les prud'hommes, la taxe à 35€ de Dati, l'emploi et le service public sans oublier le privé. Ne pas oublier il n'y a pas de privé sans public et vice versa.

La perspective est l'élaboration d'une société communiste pour y parvenir nous avons un projet de dépassement du capitalisme à partir de la situation politique économique.

Pour les municipales, la salle décide à l'unanimité de retenir la proposition de la cellule de Cran d'appeler à une liste d'union de toute la gauche (Appel pour les élections de 2014 : <https://sites.google.com/site/umpfn74degage/home/initiatives-publiques/130321>), pour la défense et la promotion de l'emploi et des services publics, dans une logique non austéritaires dans laquelle le Front de Gauche aurait 6 ou 7 candidats dont les premiers désignés sont 1) D. Richard, 2) E. Egido, 3) P. Boukhalfa et 4) L. Fontana, R. Vindret ne se représentant pas et d'autres n'ayant pas confirmé.

Enfin, un appel est adopté en direction de ceux qui ont choisi d'être absents : **La loi est passée il y a quelques jours, le savez-vous? Notre propos était d'explicitier l'ANI une fois de plus en pensant répondre à vos questions. Notre déception est importante mais nous ne baisserons pas les bras et continuerons à essayer de vous renseigner. N'oubliez pas que beaucoup d'acquis sont fortement menacés et que vous serez directement touchés par ça.**

Nous n'avons pas eu le temps de parler de la 6e République

**POUR LA PLURALITÉ DE LA PRESSE
SOUSCRIVEZ À L'HUMA!**



L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger. Dès maintenant, faites un don en ligne.
<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=humad>

**« Renvoyez-moi à Cuba ! » : le cri d'un
« dissident » cubain mis à la rue par la police de
son pays d'accueil, l'Espagne**

<http://www.pcf-smh.fr/Nouvel-article,607.html>

Gilberto Martinez, sa femme et ses trois enfants de 8, 15 et 22 ans font partie de ces « dissidents » cubains qui ont migré en Espagne en 2011 à la suite d'un accord négocié entre l'église catholique et le gouvernement de La Havane.

Aujourd'hui, Gilberto Martinez crie à la face du monde : « Renvoyez-nous à Cuba ! ».

Ses illusions sur le monde capitaliste « libre » sont retombées en 26 mois. Le 7 mai 2013, la police espagnole a procédé sans ménagement à l'expulsion de sa famille du logement qu'elle occupait à Alicante. La mobilisation en aide de militants anti-expulsion a été durement réprimée.

Comme des dizaines de milliers de personnes, ils ont été jetés à la rue par un État espagnol, plus soucieux des intérêts des banques et des spéculateurs, que de ceux des habitants, même de ses « réfugiés politiques ».

Au bout d'un an, alors qu'on lui avait promis 5 ans de soutien, le gouvernement espagnol (pourtant passé à droite !) a coupé les vivres à la malheureuse famille exilée. Plus d'électricité, plus d'eau, puis plus de toit : le sort de millions de personnes dans les pays capitalistes n'est même pas imaginable pour la plupart des Cubains.

Gilberto Martinez comprend mieux comment il a été manipulé, là-bas à Cuba comme en Espagne. Saluons son courage de le reconnaître !

Le règne de la propriété privée et de la loi du marché fait expulser des centaines de familles alors que 20.000 logements restent vides à Alicante.

Des camarades cubains rappellent que la toute première mesure du gouvernement révolutionnaire, le 26 janvier 1959, a été l'annulation de toutes les expulsions, suivie par la diminution de 30 à 50% des loyers, puis par l'attribution du titre de propriété de leur logement aux locataires.

Deux conceptions du monde, du droit du logement. L'une à combattre, l'autre à préserver et à consolider.

Gilberto Martinez et sa famille seront sans doute maintenant de ce combat !

**Le renvoi en commission ou l'art et la manière de
fossoyer les PPL**

Communiqué de presse publié le mercredi 15 mai 2013
Pour enterrer un texte de loi, il faut le renvoyer en commission.

En deux mois, la position des socialistes sur l'amnistie sociale est passée de l'approbation au Sénat à un rejet pur et simple en commission à l'Assemblée. Demain, en séance, le Groupe PS demandera le renvoi de notre proposition de loi en commission. A défaut de cohérence, cette volte-face permet de calmer voire de masquer les tensions et divisions internes au groupe PS, où près de 80 députés seraient prêts à voter le texte, contre le souhait du gouvernement.

La loi d'amnistie sociale vise à ce que des militants syndicaux, des salariés injustement condamnés dans le cadre de conflits du travail puissent être réhabilités dans leurs droits et retrouver ainsi leur dignité. Derrière cette loi d'amnistie se joue aussi la condamnation de la politique sarkozyste dont la brutalité a contraint nombre de salariés, de militants syndicalistes et associatifs à se mobiliser et à se défendre.

**68 ans après la victoire contre l'Allemagne nazie:
toujours combattre les résidus du fascisme!**



« clamé, toute la journée d'hier, le peuple de Paris en célébrant le triomphe militaire des nations unies sur l'hitlérisme
Dans les cortèges innombrables, dans les meetings improvisés, partout s'affirmait
LA VOLONTÉ D'ECRASER LES RÉSIDUS DU FASCISME
D'un bout à l'autre du pays, un cri unanime : **Bazaine-Pétain au poteau !**
VIVE LA FRANCE ! VIVE LA REPUBLIQUE !

Nous reproduisons la une du journal l'Humanité du 9 mai 1945. La célébration de la victoire était indissociable de la conscience de la nécessité "d'écraser les résidus du fascisme". Depuis 68 ans, cette tâche reste malheureusement toujours d'actualité en France, comme dans le monde.

**Réintroduction des farines animales Pour une
information complète et des contrôles publics renforcés**

Lors de l'examen de la proposition de résolution relative au droit du consommateur à la connaissance et à la maîtrise de son alimentation, les sénatrices et sénateurs du groupe CRC ont réaffirmé leur opposition à la décision de la commission européenne autorisant les farines animales pour nourrir les poissons d'élevage.

Ils ont fait adopter par la voix de Gérard Le Cam, sénateur des Côtes d'Armor, un amendement afin que le consommateur soit informé du contenu de son alimentation par un étiquetage obligatoire des poissons nourris sans ces protéines animales transformées. Ils ont également fait adopter un amendement demandant la mise en place d'une réelle coordination européenne des services de police économique et sanitaire, accompagnée d'un renforcement des moyens et permettant une véritable surveillance économique des entreprises agroalimentaires.

Enfin, les sénateurs du groupe CRC ont dénoncé les effets dévastateurs de la politique européenne d'austérité sur le pouvoir d'achat des consommateurs. En effet, ces derniers n'ont souvent pas d'autres choix que d'acheter les produits les moins chers, qui sont souvent aussi ceux de moindre qualité.